Bibliothèque

Décembre 1936

Affaires étrangères

Recueil Sirey

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

6e Année. — N° 10 Décembre 1936

Affaires étrangères

REVUE MENSUELLE

DE DOCUMENTATION INTERNATIONALE ET DIPLOMATIQUE

DIRECTION :

Albert MOUSSET . . . . . *Questions politiques*

Jean RAY . . . . . *Questions juridiques*

ADRESSER LA CORRESPONDANCE A LA REVUE,

1, rue de la Bourse, 1 - PARIS (2e)

Administrateur : **Gabriel BÉAL**

R. C. Seine : 248166 B

Abonnements

France.	Un an (douze numéros) :	100	francs
Etranger.	Union postale . .	125	»
	Autres pays . . .	150	»

Le numéro : 10 francs (France) et 15 francs (Etranger).

Les abonnements sont reçus, soit au Siège de la Revue
(Chèques postaux : Paris 157610)
soit à la Librairie du Recueil Sirey, 22, rue Soufflot, Paris (5e).
(Chèques postaux : Paris 3319)

SOMMAIRE

Chroniques et articles

CHRONIQUE POLITIQUE. — *La définition de la politique extérieure de la France* (A. M.) 578

CHRONIQUE JURIDIQUE. — *Fleuves internationaux* (J. R.) 584

XXX. — *L'alliance du Japon et de l'Allemagne contre l'Internationale communiste* 589

J. MORINI-COMBY. — *Coup d'œil rétrospectif sur les Finances publiques de la France* (1926-1936) 595

Maurice PERNOT. — *Le sandjak d'Alexandrette* 603

La Vie internationale

Ephémérides internationales 609

Les Etats et leur politique

GRANDE-BRETAGNE. — *L'abdication du roi* 616

TCHÉCOSLOVAQUIE. — *La Russie subcarpathique* (Germaine BERNARD) 619

Variétés

René MARTEL. — *La politique slave de la Russie d'avant guerre. Le procès ukrainien de Marmarosz-Sziget* 623

Bibliographie

Les Revues (J. R.) 635

Les Livres (A. M.) 638

VARIÉTÉS

La politique slave de la Russie d'avant-guerre

Le procès ukrainien de Marmarosz-Sziget.

Aux temps anxieux que nous vivons, philosophes et historiens s'efforcent d'expliquer, chacun à sa manière, les sentiments d'inquiétude et d'insécurité qui étreignent les peuples angoissés. Les uns sont enclins à voir, dans le conflit actuel, une rivalité entre deux idéologies nouvelles qui se disputent, avec une âpreté croissante, l'âme et la volonté des hommes. Les autres retrouvent, au contraire, sous l'imprévu et l'inédit des apparences contemporaines, une situation bien connue et déjà étudiée, celle qui précède toutes les grandes luttes, pour l'hégémonie de l'Europe, entre Germains et Slaves. Quand les Slaves — ou tout au moins la principale puissance slave — cherche à lier parti avec des Etats de l'Europe centrale ou occidentale, la réaction du bloc germanique, renforcé par les peuples qu'il contrôle ou entraîne avec soi, se traduit de façon violente, par des protestations énergiques contre une soi-disant immixtion des Slaves dans des régions où ils n'auraient, paraît-il, rien à faire.

Il n'est pas besoin d'insister sur la conjoncture présente. On sait comment les puissances centrales reconstituées s'en prennent au pacte franco-soviétique et au traité d'amitié soviéto-tchécoslovaque. Bien que ce dernier contrat ait suscité moins de polémiques bruyantes que le premier, il n'en est pas moins sûr qu'il inquiète grandement l'opinion germanique : la ligne aérienne Moscou-Odessa-Prague, par la Roumanie et la Ruthénie subcarpathique, ne vient-elle pas matérialiser, pour ainsi dire, l'éventualité d'une liaison entre les Slaves de l'Est et ceux qui sont demeurés au cœur de l'Europe? Et, tout naturellement, on arrive à préciser l'emprise slave sur la route stratégique inscrite au flanc des Carpathes non

seulement par des constructions militaires à destination spéciale, mais par une propagande active sur les populations des régions intéressées. Il n'est pas dans notre dessein d'entrer dans la controverse actuelle en recherchant si les griefs allégués par chacun des deux partis sont justes et pertinents. Nous voudrions seulement montrer qu'à la veille de la grande guerre, en 1913-1914, les mêmes accusations étaient formulées contre la principale puissance slave, la Russie, à qui on reprochait de vouloir désagréger, grâce au panslavisme, les Etats existants et se frayer un chemin vers les peuples slaves encore asservis de la Bohême et de la Slovaquie. Ce point fut mis en pleine lumière dans un fameux procès, aujourd'hui bien oublié, mais qui, à l'époque, passionna tous les pays slaves, celui que le gouvernement hongrois intenta à 94 paysans ruthènes, le 29 décembre 1913, « pour haute trahison envers l'Etat hongrois ». Le verdict fut rendu le 3 mars 1914. Ainsi les débats avaient pu revêtir toute l'ampleur nécessaire, car le gouvernement hongrois tenait moins à condamner quelques humbles politiciens de village qu'à compromettre la Russie, en prouvant à l'Europe ses visées impérialistes.

Avant d'en venir aux faits, quelques explications historiques seront peut-être utiles.

Il ne faudrait pas croire que la route de Prague, par les Carpathes, ait été découverte par les dirigeants soviétiques. Ceux-ci n'ont fait que reprendre une ancienne, très ancienne idée — elle est presque déjà séculaire — des ambitions russes en Europe centrale. Elle se manifestait, tout au long du XIXe siècle, sous la forme d'une action de politique et de propagande développée sous le couvert de l'orthodoxie, par des chefs locaux plus ou moins liés avec la Russie, ou tout au moins avec ses panslavistes, qui agissaient le plus souvent en liaison avec son gouvernement.

En 1843, Pogodine, qui était venu s'informer en Ruthénie subcarpathique, était entré en contact avec les politiciens locaux favorables au rattachement du pays à la Russie. Pour bien mettre les choses au point, notons la valeur relative des termes que nous employons. Il ne s'agissait que de conversations particulières avec des personnages estimés dans la région, mais sans mandat officiel des milieux mêmes qu'ils étaient censés représenter.

Quelques années plus tard, la tendance grand-russe voit s'affirmer deux chefs dignes de ce nom : Adolf Dobrjanskij et le prêtre Naumovic. Le premier est considéré encore aujourd'hui comme

un véritable héros national en Ruthénie subcarpathique. Les Hongrois affirmaient que ces leaders recevaient des fonds d'associations nationalistes russes destinés à subventionner l'irrédentisme au delà des frontières de l'Empire. L'accusation est vraisemblable, mais on doit constater, en toute objectivité, qu'aucun fait précis et irrécusable ne vient lui donner de confirmation.

Vers 1880, l'effort des Russes apparaît en Bukovine, mais le véritable centre de propagande s'installe à Vienne, où se constituent des associations russophiles qui ont leurs journaux et revues en langue russe. Les étudiants ruthènes fréquentent ces milieux et y gagnent une foi nouvelle. Deux procès intentés, en 1892, à deux périodiques russes des Carpathes, *La Science* (« Nauka ») et *La Vérité russe* (« Russkaja Pravda »), permettent aux Hongrois de démontrer, de façon à peu près sûre, que ces organes recevaient des directives, mais surtout des fonds de Russie.

Les neveux de Dobrjanskij, les frères Gerov, continuèrent son action. Elle est appuyée, mais cette fois sans mystère, par la « Société russo-galicienne », dont le siège se trouvait à Pétersbourg. Cette association, analogue à celle de « Dante Alighieri », dans l'Italie contemporaine, faisait servir l'activité intellectuelle et artistique de ses manifestations à des fins politiques nettement proclamées. Sans doute, officiellement, se tenait-elle à l'écart de la diplomatie régulière, mais en fait ses dirigeants laissaient entendre qu'ils étaient soutenus et protégés par la Russie. L'activité de la « Société russo-galicienne » s'intensifia sans retenue quand le comte Vladimir Alekseevic Bobrinskij vint à en assumer la présidence. C'était un panslaviste fougueux, aux initiatives aussi imprudentes qu'ostentatoires, aux attitudes solennelles et volontiers théâtrales. Il se préoccupait peu de mettre à la gêne les représentants officiels du gouvernement russe, lesquels voyaient avec terreur les démonstrations tapageuses et compromettantes de ce grand enfant naïf et confiant, trop aisé à duper, comme la suite de ce récit le prouvera sans effort.

Après le Congrès slave qui s'était réuni à Prague en 1908, le prince Bobrinskij fit un séjour prolongé en Galicie et en Bukovine. Sa présence, et aussi, il faut bien le dire, ses défauts plus que ses qualités, produisirent une impression profonde dans les masses paysannes, qui se laissèrent aller à une certaine agitation. Deux villages, Iza et Lucka, abandonnèrent l'uniatisme pour l'orthodoxie. Ces conversions étaient moins inspirées par des motifs religieux que par une arrière-pensée politique, comme en Istrie et dans la Vénétie

Julienne, où des faits analogues se remarquaient chez les Croates et les Slovènes, et précisément dans les mêmes moments. Mais, dira-t-on, comment un gouvernement pouvait-il attacher une importance particulière à des phénomènes collectifs d'ordre religieux?

Il faut ici, ouvrant une parenthèse indispensable, dire en quelques mots quelle était la situation du peuple ruthène, sous le régime hongrois. M. J.-H. Mousset l'a fixée, au cours d'une très remarquable étude sur la vie rurale dans la plaine subcarpathique (1), par une courte et saisissante formule :

« Les « Russes de Hongrie » étaient regardés, sous le régime hongrois, comme les plus méprisables des allogènes.

« Sur ce peuple misérable vivaient en parasites : les grands propriétaires fonciers qui, avec leurs latifundia et leurs réserves de chasse, enlevaient aux paysans tout moyen de vivre et les forçaient à s'expatrier (300.000 Ruthènes avaient émigré, avant la guerre, en Amérique); les Juifs accaparant les industries, le commerce et tenant le monopole des alcools; une armée de fonctionnaires travaillant presque exclusivement au profit de la Hongrie; un clergé nombreux, le clergé uniate, qui tirait ses moyens d'existence de privilèges et de droits féodaux. »

Ajoutons que les Ruthènes ignoraient les libertés les plus élémentaires, la liberté de penser, de parler et d'écrire, le droit d'association lui-même. Le seul moyen d'exprimer un mécontentement politique était d'abandonner la religion officielle pour adopter une confession pour ainsi dire symbolique. Le passage d'un village à l'orthodoxie représentait ainsi une manifestation d'hostilité contre la Hongrie et un acte de foi et d'espérance en la Russie. Si ce geste peut paraître à notre indifférentisme contemporain sans grande portée ni signification précise, les Hongrois en jugeaient tout différemment. Ils envisageaient avec beaucoup d'appréhension les progrès de l'orthodoxie, parce que la religion orthodoxe, au moins le croyaient-ils, était en réalité le prête-nom de l'impérialisme russe en marche vers les terres réservées de l'Europe centrale.

Aussi réagirent-ils avec leur énergie coutumière. Le village de Iza fut dévasté, les hommes battus, les femmes insultées et certaines violées. De lourdes amendes furent prononcées pour des motifs futiles, afin de ruiner le pays, et les « meneurs » poursuivis devant les tribunaux, par application de l'article 172 du Code pénal hon-

(1) J.-H. Mousset : *La vie rurale dans la plaine subcarpathique* (« Podkarpatska Rus »), Annales de géographie, 15 juillet 1934, p. 394.

grois qui visait « l'agitation dirigée contre les autorités établies ».

Mais ce traitement sommaire n'arrêtait pas le mouvement. Un ancien prêtre uniate, Alexis Tota, publiait une brochure favorable à l'orthodoxie : *Gde iskat'pravdu?* (« Où chercher la vérité? ») Les frères Gerov découvraient, dans un simple bûcheron, Alexis Kabaljuk, un magnifique orateur populaire et un propagandiste incomparable. Ils le signalaient à Bobrinskij, l'envoyaient en Russie, où on lui faisait recevoir les ordres. Il revenait en Ruthénie prêcher l'orthodoxie et réussissait très vite à conquérir une très grande popularité parmi les paysans.

Les autorités hongroises s'émurent. Bobrinskij devenait vraiment gênant, et on convint de le déconsidérer en lui envoyant un provocateur d'élite. Depuis fort longtemps, on voyait dans les villages ruthènes, les jours de dimanche, de saints personnages qui parlaient avec fièvre du tsar et de la sainte Russie, tentant de soutirer des informations aux paysans crédules. Ces comédies cruelles réussissaient souvent et se terminaient par de longs et minutieux interrogatoires à la gendarmerie. Ainsi s'était constitué, parmi les policiers hongrois, un véritable cadre d'agents provocateurs experts et rusés, dont les contre-mines n'étaient pas toujours sans effet. C'est parmi ces hommes qu'un retors procureur hongrois s'en fut chercher un petit fonctionnaire de police à qui le sort ou la Providence avait réservé la plus extraordinaire des aventures.

Il s'appelait Arnold Duliskovic. Son titre exact était inspecteur de la police des frontières hongroises, et il appartenait au corps spécial chargé d'empêcher toute relation entre la Galicie et la Ruthénie. On le vit tout d'abord errer dans les petites villes ou les gros villages de la Ruthénie. Il était accompagné d'un israélite du pays, nommé Jacob Lévy, qui, tout en contrôlant son activité, avait pour mission d'en démarquer le véritable caractère. Duliskovic aimait surtout à faire la connaissance des journalistes, auxquels il se présentait comme le fils d'un riche propriétaire de Budapest, membre d'une loge maçonnique. Quand il avait affaire aux paysans, il ne tarissait pas sur la bonté du tsar et la philanthropie des sotnias cosaques. Tant et si bien que la confiance des Ruthènes ayant fini par être captée, l'un d'eux l'adressa, avec une lettre de recommandation, à un des chefs de la propagande russe à Czernowitz, Alexis Gerovskij. Le provocateur avait franchi le défilé le plus périlleux : il avait découvert l'entrée de la filière qui devait le conduire à Bobrinskij. Gerosvkij, dont la fonction sociale officielle était d'être

médecin à l'établissement thermal de Carlsbad, adressa, à son tour, Duliskovic au leader des Roumains de Hongrie, Alexandre Vajda Voevod; il l'introduisit, en même temps, auprès du professeur Masaryk, qui était alors député au Parlement d'Autriche-Hongrie.

Vajda Voevod ne se laissa pas duper : il trouva le personnage très suspect, le traita de provocateur et d'agent de Tisza. Une autre aventure fâcheuse attendait notre policier. Reconnu, avec quelques collègues, quand il assistait, à Lugacevic, en Moravie, à une assemblée de Tchèques, il fut si copieusement rossé par l'assistance qu'il échappa de justesse à un lynchage complet. Nouvel échec, à l'Université de Budapest, auprès d'étudiants roumains qu'on voulait compromettre pour les exclure des Facultés. On le remet à la section slave.

Cette fois, la chance lui sourit. Il entre en relations avec M. Milan Hodza, qui faisait paraître à Budapest un journal slovaque, les *Narodné Noviny*, et avec quelques autres politiciens slovaques. Il leur propose de créer une banque et un journal russes, leur extorque des plans, des projets de dépenses qu'il livre aux Hongrois. Mais il n'est pas démasqué à temps et les Slovaques lui donnent, au contraire, de nombreuses recommandations pour Vienne, Lwow et Pétersbourg.

Duliskovic touche au but. Il se présente dans les cercles de la société russo-galicienne, à Pétersbourg, avec ses lettres d'introduction, comme le neveu du père Duliskovic, un savant et un historien connu chez les « Russes de Hongrie ». On le dépeint, en général, « comme un jeune homme, de vingt-sept à vingt-huit ans, à l'extérieur agréable ». Si nous confrontons sa déposition au procès et le désaveu maladroit, qui équivaut en réalité à une confirmation, de Bobrinskij, nous pouvons retracer, avec une sûreté à peu près absolue, ce qui se passa ensuite.

Reçu par Bobrinskij, le provocateur gagna vite sa confiance. Il avait commencé par afficher un brûlant désir d'embrasser la foi orthodoxe, et le président de la Société russo-galicienne lui conseilla de se mettre en relations avec l'évêque serbe de Budapest. Celui-ci, reconnaît Bobrinskij au procès, avait peu d'intérêt pour les paysans ignares de la Ruthénie qui manifestaient un zèle nouveau pour la foi orthodoxe, mais il faisait grand cas des intellectuels, auxquels le meilleur accueil était réservé. Or Duliskovic paraissait un homme fort éveillé. Bobrinskij en vint à lui révéler les mystères de la propagande russe, et tous deux tombèrent d'accord sur la nécessité

d'élargir l'action déjà entreprise. Aux apôtres paysans il convenait d'adjoindre des intellectuels, en achetant des prêtres uniates auxquels on garantirait un bon traitement. Le chiffre de 6.000 couronnes avait même été prononcé, sans toutefois qu'une décision définitive intervînt. Le provocateur continuait à montrer la plus louable bonne volonté : il faisait retraite dans un monastère, en plein Carême, se mettait à apprendre le russe et promettait de fonder, à son retour à Budapest, un club russe. Il quittait enfin la Russie bien nanti d'argent et d'instructions, avec, en outre, les renseignements les plus détaillés sur la propagande russe en Ruthénie. Bobrinskij avait fait preuve, dans toute cette affaire, d'une extraordinaire légèreté. S'il avait pris la peine de s'informer, Duliskovic, qui avait déjà eu maille à partir avec les Tchèques et les Roumains, eût été sans doute confondu.

Dès que les autorités hongroises eurent entre les mains tous les éléments ramenés par Duliskovic, un grand procès fut décidé, pour compromettre, aux yeux de l'Europe, les manœuvres de la propagande nationaliste russe. Ce fut le procès de Marmarosz Sziget, qui débuta par une gigantesque rafle et 189 inculpations. L'instruction ayant révélé la fragilité de certains témoignages, ce nombre se trouva ramené à 94. L'affaire devait être d'abord plaidée à Debreczen, puis on décida de la juger à Marmarosz Sziget pour faire plus d'impression sur la population ruthène.

Le principal accusé était ce leader paysan animé d'une foi éloquente dont nous avons déjà eu l'occasion de parler, le père Kabaljuk. Quatorze autres personnes, réputées comme spécialement dangereuses, parmi lesquelles se trouvaient trois femmes et un jeune soldat de Mukacevo, comparaissaient sous une garde de police : les autres étaient considérés comme prévenus libres. Ils appartenaient tous à la « masse grise de la paysannerie » et se présentèrent dans le costume traditionnel des Houtsoules, avec le justaucorps sans manches en peau de mouton, la culotte russe bouffante bleue ou noire, la blouse russe brodée agrémentée, si on peut dire, d'un haut col raide, et les profondes bottes en feutre.

Quel délit avait été retenu? Celui de menées contre la sûreté de l'Etat, en liaison avec des éléments étrangers dont le but était de provoquer la dissociation de l'Empire austro-hongrois.

L'accusation générale était ainsi formulée : les prévenus connaissaient la liaison existant entre le président de la Société russo-galicienne, à Pétersbourg, membre de la Douma d'Empire, le prince

Vladimir Alexeevic Bobrinskij, l'évêque de Kholm, Euloge, l'évêque Antoine de Zitomir en Volhynie et les frères Gerov, domiciliés à Czernowitz. Les accusés avaient comploté avec eux de réunir à l'Empire russe et de soumettre à l'autorité du tsar les parties de l'Etat magyar habitées par les Russes uniates, les habitants russes des districts de Marmarosz, Uzhorod, Berehovo. Ceux-ci se seraient unis à l'Eglise orthodoxe russe qui se trouve sous la direction du Patriarche de Kiev.

Sans sortir des limites d'un simple exposé des faits, observons, en passant, qu'il n'y a jamais eu de patriarche à Kiev. Cette énorme bévue provoqua, à l'époque, mainte plaisanterie dans les pays slaves. Venons maintenant au détail de l'acte d'accusation :

Le principal accusé, disions-nous, est « Alexandre Kabaljuk (le père Alexis), trente-six ans, catholique grec, célibataire, bûcheron (moine russe), né à Jasinja et y demeurant ». Les autres inculpés sont simplement énumérés avec leurs noms, titres et professions. Tous, en général, se voient reprocher « d'avoir entretenu des relations avec les leaders orthodoxes de Russie et de Bukovine, avec les moines des monastères de l'Athos, de Kholm, de Moscou, de Kiev, de Pocaev, de Jablonica, et d'avoir reçu d'eux un soutien en argent ». L'accusation reprend alors les termes du premier paragraphe, jusqu'à la mention du patriarche de Kiev, et poursuit : « Tout cela se faisait dans le but de réunir les régions sus-mentionnées à l'Etat russe et de les soumettre au sceptre du tsar de Russie. Les inculpés ont été guidés par des considérations d'intérêt matériel, et en partie aussi par leur amour pour la foi orthodoxe russe au service de l'idée nationale russe. »

Il n'est pas moins intéressant de savoir, dans le détail, comment les accusés s'y prenaient pour mener leur propagande mystico-politique. Ils ne se bornaient pas, nous dit-on, à chanter les louanges du tsar et de la Sainte Russie, ils attaquaient aussi le clergé uniate.

Ainsi, Alexandre Kabaljuk, « le moine russe », se déguisait, pour mener sa campagne, en Juif galicien, et allait de village en village distribuer, en cet étrange appareil, des brochures introduites en fraude et prononcer des discours incendiaires.

D'autres inculpés se voient reprocher d'avoir dit, « de 1910 à 1912, que l'Uniatisme n'était pas bon, parce que le pape en était le chef. L'Uniatisme est une confession dégénérée et les prêtres l'ont corrompue. Ils ne vivent que pour emplir leurs poches et leur ventre. Ils ne savent ni ne veulent prier : ils n'ont qu'une hâte, c'est de se

mettre à table, prendre du bon temps, danser, boire, sans se soucier ni du peuple ni des âmes. Nous n'avons pas besoin d'eux, parce qu'ils sont des Magyars et nous des Ruthènes. Nous avons besoin de prêtres qui soient comme les saints moines russes. »

L'accusé Vasilij Bakarov aurait dit, dans un temple orthodoxe, en présence de trente à quarante personnes :

« La foi uniate est corrompue. On veut faire de nous des papistes. Les prêtres uniates ne valent rien. Les vrais prêtres, ce sont les bons prêtres russes. »

Kiril Prokop aurait dit, en présence de dix à quatorze personnes, près de sa maison et en face de l'église : « L'Uniatisme n'est pas vrai : ses prêtres ont défiguré la foi du Christ. La vraie foi est la foi russe, celle qui est en Russie. Les cérémonies du culte uniate sont des déformations. Enfin les prêtres uniates tondent le peuple de trop près : on leur donne toujours trop peu, tandis qu'on n'a pas besoin de payer les popes orthodoxes. »

Alexandre Zejkan a eu le tort de répandre, en 1911 et 1912, la brochure « Où chercher la vérité? » D'autres enfin sont poursuivis « pour avoir lu, en public, en présence de vingt personnes et plus, cette même publication, l'hebdomadaire russe « La Vérité russe » (*Ruskaja Pravda*) édité à Czernowitz, des paroissiens et des livres religieux en russe, où on trouve des prières nationales russes ».

L'acte d'accusation reste dans une grande imprécision, car il ne cite ni les titres, ni les dates des articles incriminés, ni le texte de ces « prières nationales russes » que nous serions évidemment curieux de connaître. D'autre part, l'hebdomadaire en langue russe qui paraissait à Czernowitz, la « Vérité russe », était censuré et ses articles ne pouvaient paraître qu'avec l'autorisation des autorités de la Monarchie. Si l'accusation a cependant retenu ce délit, nous pouvons constater combien était puissante la muraille policière élevée entre le pays des Carpathes et le reste de l'Etat austro-hongrois.

Le procès s'ouvrit le 29 décembre 1913. L'attention principale se portait sur le père Alexis, *alias* Alexandre Kabaljuk, qui était rentré d'Amérique pour se mettre à la disposition de la justice. Il faisait, disent les journaux du temps, la meilleure impression : de beaux yeux bleus, pleins de résignation et de douceur, un front large et dégagé, une longue barbe russe... Son courage tranquille réconfortait les autres accusés, qui comparurent au nombre de 72, car 19 d'entre eux s'étaient enfuis en Amérique. Trois femmes

étaient inculpées. L'une d'elles, Maria Socka, est une très vieille villageoise qui a eu six enfants. Sa figure est toute ridée et sa bouche édentée peine à détacher les paroles. Quand on lui demande pourquoi elle a embrassé l'orthodoxie, ce qui a motivé l'accusation de haute « trahison », elle répond : « Les prêtres uniates abrègent trop le service divin que les popes orthodoxes suivent complètement. » Elle voulait entendre toute la messe, « sans coupures ».

Quelques autres inculpés tranchent sur la grisaille de cette pauvre paysannerie. On regarde le soldat d'infanterie du régiment de Mukacevo, et l'auditoire apprend avec étonnement que certains accusés ont lu Tolstoj et Gogol'. Vorobcuk, par exemple, aurait étudié plusieurs fois les livres philosophico-religieux du maître d'Iasnaja Poljana. Il sait par cœur tout le psaultier en slavon. Quatre inculpés seulement comprennent le hongrois. Ils devinent le russe plutôt qu'ils ne le connaissent, à quelques exceptions près, car la langue dans laquelle ils font leurs dépositions est beaucoup plus proche d'un dialecte ukrainien que du russe parlé.

L'interrogatoire des prévenus ne permit de rien préciser. Ignorant le hongrois, ils semblaient ne pas être en état de suivre les débats.

On passa ensuite aux « preuves » de l'accusation et le tribunal prit connaissance des livres et brochures saisis. Voici, en substance, les découvertes les plus remarquables :

Des livres de prières et de chants, édités à Kiev.

La fin du monde et le retour du Christ (édité à Moscou).

Le cœur de l'homme (édité à Odessa).

Des gravures représentant le nouveau monastère de l'Athos et celui de Kiev. Elles venaient d'Odessa.

Des icones, assez nombreuses, représentant les saints de l'Eglise orthodoxe, et notamment saint Nicolas. Elles venaient de Kiev.

Une *Vie des Saints*, éditée à Moscou.

Une Bible russe, venue de Moscou.

De nombreux journaux russes édités à Czernowitz.

Tels étaient les éléments tangibles et vérifiables retenus à la charge des criminels. Le défilé des témoins vint ensuite. On entendit des gendarmes, des agents secrets. Le fameux Duliskovic se présenta et raconta tout ce que nous avons déjà exposé. Il déposa gravement, après avoir prêté serment, expliquant qu'il avait été guidé, dans ses actions, par le seul souci de l'intérêt de l'Etat menacé par les intrigues des puissances étrangères. Il suscita une réelle curiosité, d'autant plus que sa victime, le comte Bobrinskij, était à ses

côtés. Elle avait eu la simplicité de répondre à la convocation qui lui avait été adressée et venait témoigner en faveur des pauvres gens qu'elle avait si légèrement compromis.

On a dit que le théâtral président de la Société russo-galicienne avait baisé « la terre russe » à son arrivée. Le fait n'est pas absolument prouvé, bien que Bobrinskij en ait été fort capable. Un autre détail, aussi caractéristique en son genre, est, celui-là, certain : avant de prendre la parole et de répondre aux premières questions du procureur, Bobrinskij se tourna vers les accusés, s'inclina profondément devant eux en disant, en russe : « Je vous salue, ô saints martyrs de l'orthodoxie! »

La déposition de Duliskovic avait été accablante pour la propagande russe; mais, comme elle avait été faite en hongrois, Bobrinskij ne l'avait pas comprise. Il crut habile de ne pas attendre la traduction et de se justifier « en racontant la vérité », sans même savoir ce qui lui avait été imputé. Par malheur, les deux récits concordaient entièrement, à la seule différence près que le président attribuait au provocateur Duliskovic ce qui lui était reproché à lui-même. Il avait parlé en français, avec de grands gestes, lançant de temps en temps des coups d'œil satisfaits aux gens de sa suite. Les inculpés étaient, eux, visiblement émus et troublés. Ils murmuraient entre eux et jetaient, de temps à autre, des regards joyeux à ce grand monsieur à lunettes, qui s'exprimait avec tant de calme et d'assurance. Ils voyaient en lui leur défenseur et déjà même leur libérateur.

En réalité, Bobrinskij avait commis une lourde faute. Le comte Tisza avouait plus tard qu'il n'aurait jamais cru de sa part à tant de naïveté et n'espérait pas réussir à l'attirer au procès. Pour obtenir ce résultat, il piqua la vanité de Bobrinskij en lui faisant dire qu'il risquait d'être inculpé, s'il osait venir en Autriche-Hongrie, d'après l'article 165 du Code hongrois, sur les complicités étrangères dans les procès de haute trahison. Cette menace voilée réussit, et Bobrinskij se précipita dans le traquenard, pour bien prouver au monde entier qu'il ne craignait rien ni personne. En réalité, les Hongrois se seraient bien gardés de l'inculper : ils ne souhaitaient que de le faire venir, pour provoquer d'imprudentes confidences et prouver à l'Europe, par un procès qui fût une démonstration, l'ingérence des Russes dans leurs affaires. Ce calcul adroit fit merveille.

Mais revenons au procès. Bobrinskij, après avoir terminé son exposé sur ses relations avec Duliskovic, se tut. Il était très content

de lui-même. En outre, il sentait qu'on le traitait en grand seigneur, lui accordant sans marchander toute la considération due à son intelligence et à sa situation. Aussi répondit-il de bonne grâce, et avec les détails les plus circonstanciés, aux questions posées par ses rusés adversaires. Pour le mettre en confiance, le président, après avoir loué sa franchise et l'en avoir remercié, lui demanda de répondre à quelques interrogations, et préluda, innocemment, en le priant de dire s'il était membre du Saint Synode. Bobrinskij s'esclaffa. Vraiment, pensa-t-il, le comte Tisza ne lui avait pas donné des adversaires à sa mesure! Il répondit donc doctement qu'il fallait être ecclésiastique pour appartenir au Synode, tandis que lui était marié et père de cinq enfants. Pour un peu, il eût fait un cours de théologie. Décidément, il n'avait vraiment rien à craindre!

La seconde question se révéla, cependant, moins puérile. Avec qui, demanda le président, avez-vous fait connaissance, au cours de votre voyage en Galicie, en 1908? Bobrinskij, très à son aise, s'empressa de citer, à côté de personnalités ecclésiastiques comme Mgr Sceptickij, des hommes politiques polonais « qui avaient donné un banquet en son honneur », des députés russes, au Parlement austro-hongrois, Markov, Kurylovic, Glebovickij, Dudykevic. Il nomma entre autres Bendasjuk.

On lui demanda ensuite où il avait prononcé des discours. Bobrinskij donna toutes les précisions désirables, ajoutant qu'à Zidacev on avait même chanté : « Il est temps de revenir à la sainte Russie », air connu des irrédentistes russes.

(*A suivre.*) René Martel.